

## Consultation publique ARCEP sur la réalisation des raccordements finals FttH

### Principaux éléments de la contribution Altice France pour le compte des sociétés SFR et SFR FTTH

La consultation publique sur le raccordement final, annoncée par l'ARCEP dès 2018, survient à une période particulièrement sensible durant laquelle les opérateurs en charge du déploiement des réseaux BLOM doivent à la fois intensifier leurs efforts de couverture du territoire et assurer la montée en charge de la mutualisation des lignes FTTH, tout en luttant contre la recrudescence des dégradations de leurs installations.

En effet, comme en atteste l'observatoire du 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 publié par l'ARCEP le 4 mars 2021, 24,2 millions de locaux étaient rendus éligibles aux offres FttH fin décembre 2020, ce qui correspond à une hausse de 31 % en un an. Dans le même temps, la barre des 10 millions d'abonnements FTTH a été franchie avec 1,1 million de nouvelles souscriptions à l'échelle nationale sur le dernier trimestre 2020.

Dans ce contexte, plutôt que de répondre à chacune des 45 questions formulées par l'ARCEP dans le document mis en consultation, le groupe Altice France, pour SFR et SFR FTTH, préfère saisir cette occasion pour partager plusieurs constats, exprimer ses convictions et mettre en avant des propositions dans le but d'améliorer la qualité, l'efficacité mais aussi la pérennité des raccordements finals.

#### **Améliorer la qualité des raccordements : un objectif partagé par tous**

- Actuellement le mode STOC<sup>1</sup> est le seul protocole industriel en production permettant de mutualiser les lignes FTTH tout en conférant aux opérateurs commerciaux (ci-après dénommés « OC ») la maîtrise de la relation directe avec leurs clients lors de la réalisation du raccordement des logements / locaux professionnels au réseau FTTH, et de l'installation de la prise terminale optique (PTO).

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'une composante du protocole accès FTTH défini par le groupe Interop'fibre conformément au cadre réglementaire imposé par l'ARCEP

Malgré notre plan d'action engagé depuis le printemps 2020 (plus de 6 200 audits réalisés sur le terrain, la remise en conformité de nombreuses armoires de rue, les contrôles réguliers et mises en demeure des OC pour rectifier le non-respect des spécifications techniques et des règles de l'art), les malfaçons se multiplient et continuent malheureusement à être observées, en particulier après les interventions de brassage aux points de mutualisations (PM) effectués par les OC.

Mais,

**Des outils déployés qui ne permettent pas de résoudre les difficultés :**

- A ce titre, l'outil de reprovisionnement à chaud E-Mutation est un progrès car il confère une plus grande autonomie au technicien intervenant et induit une moindre sollicitation de la Hotline de l'opérateur d'immeuble (ou « OI ») mais cet outil n'empêche pas les malfaçons. En outre, la mutation de ligne ne doit pas être autorisée pour la maintenance (SAV).

**Des informations insuffisantes côté OI et des travaux qui ne peuvent pas être supportés par les OI seuls**

- A ce stade, les OI ne disposent pas de moyens permettant de comprendre de façon fiable et précise l'origine d'un échec de raccordement.

Les échanges sont incomplets, car tous les comptes rendus (CR STOC) ne sont pas systématiquement remontés par les OC, ou le sont sans qualification exploitable de la cause de l'échec.

En outre, les informations transmises par les OC à l'OI sont insuffisantes pour apprécier la qualité du raccordement. Seul un audit terrain permet de vérifier précisément la situation et de déterminer, dans la mesure du possible, l'opérateur responsable d'une malfaçon.

- Les techniciens en charge des raccordements clients n'ont pas vocation à réaliser des études, ni des calculs de charge mécanique, ni des travaux de génie civil importants.
- L'OI n'a pas davantage à pallier l'absence de GC mobilisable : A cet égard, nous saluons l'initiative engagée par le gouvernement qui a mandaté un cabinet de conseil pour réaliser un diagnostic sur ces raccordements dits « complexes » et faire des préconisations. Un mécanisme de financement qui bénéficiera à tous les OI et quelles que soient les zones concernées doit être envisagé si l'on souhaite que les raccordements finals puissent être effectifs dans tous les cas où l'absence de GC mobilisable et la longueur des déploiements à faire ne sauraient être portées par l'OI seul.

### **La prise en charge de certaines charges ou démarches non assumées par les gestionnaires d'infrastructures concernés**

- Les opérateurs FTTH n'ont pas à prendre en charge la rénovation des appuis aériens Orange déjà saturés, surchargés ou en mauvais état préalablement à l'arrivée de la fibre.
- La principale cause de calcul de charge négatif (ou KO) observée sur les appuis communs d'électricité est liée à la présence d'une surcharge antérieure des poteaux Enedis, c'est-à-dire préalable à la pose du câble de raccordement optique.

Dans le département des Pyrénées Atlantiques par exemple, nous observons que le réseau est insuffisamment maintenu par Enedis car, selon nos calculs, plus de 30% des supports présentent des surcharges préalables à l'arrivée de la fibre.

Par voie de conséquence, à moins d'assouplir les prérequis imposés par Enedis, cette situation risque de rendre durablement de nombreux logements ou locaux professionnels inéligibles au FTTH à l'échelle nationale.

### **Un adressage encore trop incomplet**

- La Poste estime que plus de 940 000 voies, dans plus de 20 000 communes, sont partiellement ou non numérotées, ce qui représente plus de 42% des voies en France.

A ce propos l'ARCEP a elle-même souligné<sup>2</sup> le fait que 4 millions de locaux étaient considérés « sans adresse propre » à l'échelle nationale, or cette situation constitue un obstacle majeur à la commercialisation et au raccordement des logements / locaux raccordables.

### **➤ Nos Propositions :**

#### **1°) Exonérer tous les opérateurs FTTH du calcul de charge lorsqu'un raccordement aérien utilise des appuis communs électriques (ENEDIS) en aval de point de branchement optique (PBO).**

Conformément aux revendications déjà exprimées par la fédération INFRANUM, il est crucial que l'ARCEP coordonne son action avec celle de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) afin d'aboutir à la suppression du calcul de charge et à l'exemption de redevance et de droits d'usage sur la partie en aval du PBO.

#### **2°) Généraliser le compte-rendu d'intervention asynchrone avec photos (CRI) et développer en complément une solution informatique d'analyse automatique à l'aide d'une intelligence artificielle afin d'optimiser la détection précoce et donc la correction rapide des malfaçons opérationnelles.**

---

<sup>2</sup> Cf la fiche consacrée aux locaux sans adresse, éditée par les services de l'ARCEP suite au GT éligibilité du 18 mars 2020

Pour leur bonne utilisation, les photos doivent être horodatées et géolocalisées.

**3°) Proscrire de toute spécification technique le choix du câble de raccordement multifibre pour un même logement en zone moins dense.**

**4°) Instaurer une répartition financière équitable des reprises de malfaçons non imputables à un opérateur en 1/N (avec N = tous les OC cofinanceurs et locataires).**

**5°) Définir et mettre en œuvre un nouveau mode opératoire « mixte » ou « hybride » garantissant à la fois l'intégrité des PM et celle du référentiel des lignes optiques de l'OI, tout en permettant à l'OC de réaliser directement le raccordement (PBO-PTO) de son client final.**

Ce processus « mixte » devrait s'articuler ainsi :

- Brassage et SAV exclusivement assurés par l'OI au niveau des PM
- Cordons ré employables en cas de churn
- Continuité optique PM-PBO confirmée par l'OI
- Réalisation du branchement PBO-PTO déléguée à l'OC (sous-traitant) lorsque la prise n'est pas préinstallée dans le logement / local de son client FTTH

La qualification de ce modus operandi nécessite d'engager un travail prioritaire en 2021 avec le concours de tous les opérateurs. A cet effet, SFR FTTH est en train de préparer un document qui sera prochainement présenté aux autres opérateurs afin qu'ils puissent contribuer à cette spécification, qui pourrait avoir vocation à se substituer au protocole actuel.

En outre, il convient de souligner que le pur mode « OI », bien que défini par le groupe Interop'fibre, n'est pas une alternative utilisée par les OC et, de surcroît, celle-ci ne saurait être imposée unilatéralement par les OI<sup>3</sup>. Dès lors, seule la transformation précitée et l'avènement d'un mode « mixte » sera susceptible d'améliorer significativement la situation et de répondre aux besoins de tous les acteurs (OI et OC) sans freiner la pénétration du FTTH.

### **Endiguer les échecs au raccordement**

Il est fondamental de faire respecter les principes suivants :

- le propriétaire doit donner accès à une infrastructure privative mobilisable par la fibre ;
- l'OI doit indiquer aux OC les coordonnées de géolocalisation<sup>4</sup> des immeubles au centre du bâti ;
- L'OI doit informer les OC de la longueur du raccordement PBO-PTO dès lors que celui-ci dépasse 300 mètres<sup>5</sup> ;
- Orange est responsable de l'entretien du GC aérien et/ou souterrain dont il est propriétaire et qu'il met à disposition des opérateurs alternatifs au titre du contrat GC BLO ;

---

<sup>3</sup> SFR s'est opposée à l'initiative en ce sens du délégant du RIP du département du Doubs

<sup>4</sup> XY selon le référentiel Lambert 93

<sup>5</sup> Ce raccordement long devant être mentionné par l'OI au sein de son fichier IPE

- Idem pour Enedis qui est responsable de la maintenance des appuis communs d'électricité dans le cadre de sa concession pour la distribution d'énergie.

En cas de blocage sur domaine public : un OC peut réparer ponctuellement un fourreau en autonomie, s'il s'agit de réaliser une petite fouille, et à défaut il émet un CR STOC KO.

En cas de blocage en domaine privé : réparation OC possible si un fourreau est cassé sous terre végétale (pas sous chaussée) à défaut il revient au propriétaire de faire les travaux à sa charge sur l'emprise privée.

Les raccordements difficiles ou complexes sont ceux qui requièrent la mobilisation de compétences et de moyens supérieurs à ceux engagés pour un raccordement standard (intervention spécifique au niveau d'un génie civil endommagé, ou non mobilisable en domaine public).

#### ➤ Nos Propositions :

**1°) L'enjeu majeur consiste à faire rénover son propre GC par Orange, au moyen d'un système de signalisation simple et efficace, avec un délai de réalisation faisant l'objet d'un véritable engagement contractuel au sein de GC BLO (SLA et pénalités), sans plafonnement ni prérequis contractuels artificiels ou abusifs.**

Par exemple, s'agissant du département du Gard et malgré les réclamations de SFR FTTH, Orange refuse de mettre en œuvre les travaux de rénovations requis alors que, paradoxalement, Orange observe que cette volumétrie « ne représente que 5,3% des appuis à remplacer et moins de 15 appuis aériens par commune ».

Cette situation est intolérable et constitue un manquement grave aux nouvelles dispositions réglementaires définies par l'ARCEP dans sa décision n°2020-1445 du 15 décembre 2020.

De surcroît, nous avons récemment confirmé aux services de l'ARCEP qu'Orange ne partageait toujours pas les informations sur l'état réel de ses appuis car les données « GESPOD » sont manifestement incomplètes :

- les dates d'expertises sont obsolètes,
- les champs « RECALAGE » sont vides,
- et la présence d'étiquette jaune n'est pas mentionnée.

En outre, les Conditions Spécifiques du contrat GC BLO publiées par Orange WF en février 2021 stipulent que « Orange s'engage à réaliser les travaux demandés par l'Opérateur dans la limite de 800 remplacements ou renforcements par Opérateur, par année civile et par département, et à réaliser les travaux dans un délai de 4 mois à compter de l'accusé réception donné par Orange, sous réserve de la fourniture de ses prévisions ».

Cette limite est insuffisante au regard du besoin d'ores et déjà observé par SFR FTTH sur certains départements.

Conformément à la décision n°2020-1445 précitée, Orange doit pourtant garantir la mise en œuvre, en tant que de besoin, de ces modalités au moyen de processus de rénovation efficaces visant une remise en état dans des délais raisonnables. Nous considérons par conséquent que ce plafonnement, fixé de façon unilatérale par Orange, n'est pas pertinent et ne doit pas limiter artificiellement nos programmes de déploiements.

De la même manière, Orange ne doit pas contourner ses obligations réglementaires en imposant aux opérateurs signataires du contrat GC BLO des prérequis excessifs ou des prévisions irréalisables en l'absence d'informations fiables, complètes et actualisées sur l'état du parc des appuis d'Orange.

Il en va de même concernant les chambres d'Orange recouvertes de bitume, qui nécessitent une opération de rehausse en raison de l'inaction d'Orange, qui n'a pas anticipé ni tenu compte des travaux des collectivités sur la voirie. Or sur certains départements (par exemple le 04 et 05) il s'avère que plusieurs milliers de chambres souterraines doivent être rehaussées pour les besoins du déploiement FTTH tandis qu'Orange limite arbitrairement son engagement à hauteur de 5 rehausses par mois / opérateur / département, et refuse contractuellement de déléguer ces interventions aux opérateurs alternatifs (en mode dit autonome).

**Il est donc urgent que l'ARCEP veille à simplifier et fluidifier les modalités de rehausse, voire de décroutage de chambres sous chaussée.**

**2°) Tout gestionnaire d'infrastructure existante est responsable de l'entretien et de la maintenance de celle-ci, et ne peut se dédouaner de cette charge au prétexte qu'un opérateur souhaite faire passer un câble optique sur ses supports.**

De façon intrinsèque, un câble de branchement individuel n'affecte que de façon marginale la résistance à la charge d'un appui conçu et exploité pour supporter des réseaux (cuivre, distribution électrique, éclairage public) beaucoup plus lourds.

**3°) Il convient de simplifier la remontée d'information vers Orange en cas de réparation en autonomie des conduites souterraines.**

Actuellement ceci n'est pas pris en charge par les protocoles Interop.

**4°) Les opérateurs ont besoin d'une autorisation administrative permanente pour pouvoir faire des travaux et fouilles sur le domaine public.**

**5°) Optimiser l'adressage avec le concours de l'ANCT**

L'absence d'adresse postale (voie anonyme / immeuble dépourvu de numéro) est une problématique bien antérieure à l'avènement des réseaux en fibres optiques, qui constitue un frein persistant au déploiement ainsi qu'à la commercialisation des lignes FTTH en France.

Compte tenu de la proportion significative de locaux qui ne disposent pas d'une adresse « propre » (cf. supra) cet obstacle à l'éligibilité ne peut être imputable aux seuls OI.

Il est urgent de renforcer et d'accélérer l'initiative engagée<sup>6</sup> par l'Agence Nationale de Cohésion des territoires (ANCT) qui, en partenariat avec la DINUM, entend inciter et aider les territoires à prendre en main leur adressage, à constituer une Base Adresse Locale et, in fine, à améliorer la qualité de la Base Adresse Nationale.

Il convient de préciser ici que certaines collectivités, au lieu de compléter leur plan d'adressage, opèrent une refonte complète de celui-ci, générant ainsi des doublons d'adresses que l'OI n'est pas en mesure d'identifier. Il est essentiel d'obtenir de la part des collectivités une table de correspondance et un format homogène. En particulier, il serait opportun que les adresses manquantes, créées à l'occasion des déploiements et inscrites à l'IPE, leur soient transmises afin que ces dernières les reprennent et évitent ainsi toutes difficultés dans le cadre des rapprochements de bases.

#### 6°) Apporter des innovations techniques

SFR FTTH / SFR ont déjà eu l'occasion de présenter à l'Arcep et aux autres opérateurs l'armoire PM dite de nouvelle génération, avec une ingénierie de brassage « en M », qui a déjà été déployée et éprouvée avec succès à Argenteuil. Cette nouvelle architecture de PM semble faire consensus et devrait, progressivement, être adoptée par d'autres opérateurs d'infrastructures en zones moins denses.

En complément, notre groupe étudie actuellement d'autres solutions techniques visant à faciliter la détection de la bonne position, au niveau du tiroir de distribution du PM, à partir de la lumière émise par un stylo optique en aval.

Il est trop tôt pour détailler ces recherches, mais des prototypes seront prochainement présentés à l'ARCEP.

**7°) Et concernant les cas « complexes » (pleine terre, absence de toute infrastructure GC mobilisable) il apparait nécessaire de créer un mécanisme de financement qui bénéficiera à tous les OI quelles que soient les zones concernées (par exemple **un fond, ou un GIE, visant à mutualiser entre opérateurs FTTH le financement de ces raccordements particulièrement onéreux**).**

Une telle structure si elle devait être créée aurait également vocation à gérer et exploiter sur le plan national le génie civil « neuf », déployé indépendamment de la boucle cuivre par d'autres opérateurs qu'Orange, c'est-à-dire en complément de l'infrastructure accessible via GC BLO.

#### **Améliorer la connaissance de la référence de prise pour fiabiliser le processus de commande**

---

<sup>6</sup> Cf réunion Kickoff organisée sur ce sujet par l'ANCT le 16/09/2020

➤ **Notre Proposition :**

Nous sommes favorables à l'inscription de la référence de ligne sur chaque facture client, en complément de l'étiquetage de la PTO, sous réserve que cette pratique soit appliquée par l'intégralité des OC.

**Coûts de la réalisation des raccordements finals « standards » en zone d'initiative privée**

SFR/SFR FTTH considèrent que le modèle de l'ARCEP aboutit à des coûts représentatifs des coûts des raccordements.

Dans le but d'éviter des biais tarifaires qui nuisent globalement à l'efficacité économique, SFR est favorable à l'homogénéisation des grilles tarifaires des différents OI pour la sous-traitance du raccordement final par l'OC.

Le modèle de l'ARCEP constitue une bonne référence pour ces grilles tarifaires.

**Subventionnements des raccordements longs**

Tout raccordement PBO-PTO qui dépasse 300 m doit être considéré comme étant un « raccordement long ».

Nous sommes opposés aux mécanismes de péréquation (partielle ou totale) des coûts de raccordements entre OC proposés par l'ARCEP. Ces mécanismes aboutiraient à un renchérissement collectif du coût des raccordements par les OC (le flux 3 dans la consultation) et ne permettraient pas à l'économie du FTTH de fonctionner.

Le subventionnement du raccordement par l'OI (qui en contrepartie pourrait revoir ses tarifs PM-PB) tel que décrit par l'ARCEP serait envisageable dans la mesure où ce subventionnement reste mesuré.

**Financement des raccordements complexes**

Pour les raccordements complexes très coûteux, l'économie du FTTH ne permet un financement ni par les OC, ni par les OI.

Il s'avère dès lors nécessaire de disposer d'un fonds de financement public qui abondera les investissements des opérateurs.